

Bruxelles, le 18.4.2018
C(2018) 2461 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 18.4.2018

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA) à
financer sur le 11e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 18.4.2018

relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA) à financer sur le 11e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national (PIN)³ du 11^e FED pour la période 2014-2020, dont les points établissent les priorités suivantes: Secteur 1: Gouvernance économique et services sociaux, notamment éducation; Secteur 2: Réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique; Secteur 3: Résilience rurale et création d'emploi ainsi que l'appui à la société civile et autres mesures d'appui.
- (2) La mesure financée au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après l'«accord interne») vise à contribuer à une mise en œuvre plus efficace des ressources du FED en République centrafricaine et, par conséquent, d'améliorer l'efficacité, l'efficience et l'impact de l'aide afin d'accroître son impact sur le développement économique et social, conformément au Plan national de relèvement et de consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA 2017-2021) et aux Objectifs du développement durable (ODD).
- (3) L'action intitulée « Projet d'appui à la mise en œuvre et à la coordination du FED – PAMOCFED » est conçue pour appuyer l'ordonnateur national du FED dans l'identification, la formulation, l'exécution technique et financière, la mobilisation d'une assistance ponctuelle et le suivi et évaluation des projets/programmes financés avec le PIN du 11^e FED. Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion indirecte avec la République centrafricaine.
- (4) L'assistance prévue à la République centrafricaine se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République centrafricaine C(2017)2747 du 27.4.2017.

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁴ applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à la République centrafricaine désignée dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, tout changement substantiel à une décision de financement qui a déjà été adoptée doit suivre la même procédure que la décision initiale. Il est donc convenu que la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (9) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne de la présente décision dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA) à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante :

- Annexe : Projet d'appui à la mise en œuvre et à la coordination du FED – PAMOCFED.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 4 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

⁴ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe de la présente décision.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent est autorisé à adopter de telles modifications non substantielles, dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 18.4.2018

Par la Commission
Stefano Manservigi
Directeur général